



Transport routier de marchandises : Enquête d'impact des mouvements sociaux sur les entreprises

Janvier 2020

FOCUS SUR L'ENSEMBLE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

A la suite des différents mouvements sociaux qui ont touché la France depuis le début du mois de décembre 2019, la FNTR a souhaité évaluer plus précisément leur impact en interrogeant ses adhérents. 826 entreprises ont répondu au questionnaire.

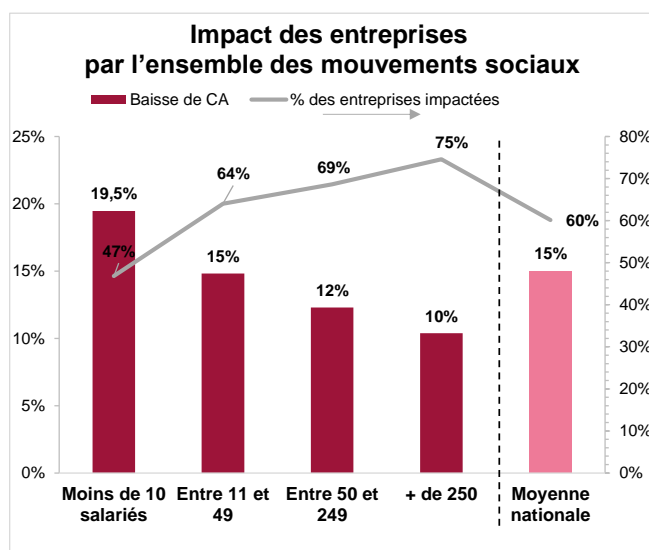
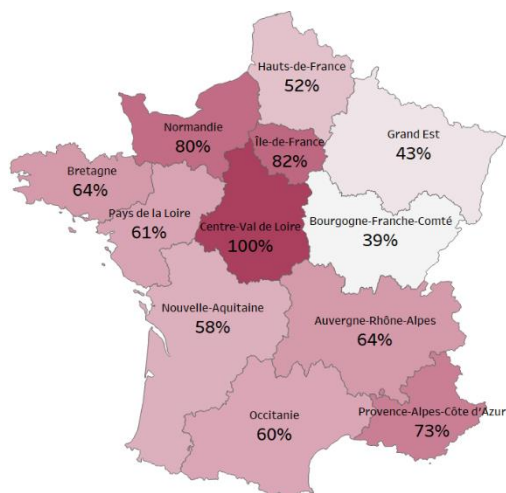
Dans l'ensemble, les mouvements sociaux ont fortement perturbé le secteur. En effet, parmi les entreprises ayant répondu, 60 % ont été affectées. Si l'impact s'est fait sentir dans toutes les régions, les répercussions ont été plus importantes dans 4 régions : Centre-Val-de-Loire (100 %), Île-de-France (82 %), Normandie (82 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (73 %), cf. carte 1.

L'impact a également été fonction de la taille des entreprises. Les entreprises de plus de 250 salariés ont été impactées à hauteur de 75%, contre 47 % pour les petites entreprises de moins de 10 salariés. En revanche, en termes de chiffres d'affaires, ces dernières ont été deux fois plus touchées.

Les entreprises de moins de 10 salariés ont connu une baisse moyenne de 19 % de leur chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année précédente, notamment les petites entreprises d'Île-de-France, de Bourgogne-Franche-Comté et de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui ont perdu environ 25 % de CA. Les entreprises de plus de 250 salariés ont « seulement » connu une baisse de 10 % de leur chiffre d'affaires, cf. graphique 1.

A noter, 60 % des entreprises du transport routier de marchandises ont été impactées par les mouvements sociaux et les chefs d'entreprise estiment, toutes tailles d'entreprises confondues, avoir perdu d'environ 15 % de chiffres d'affaires par rapport à la même période de l'année précédente.

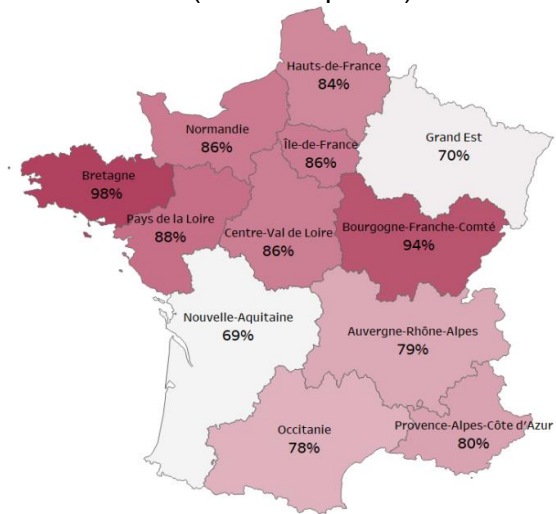
Carte 1. % des entreprises impactées par l'ensemble des mouvements sociaux



En moyenne plus de 80 % des entreprises ont eu des surcoûts en raison des mouvements sociaux. En Bretagne et en Bourgogne-Franche-Comté, on atteint les 100 %.

Ces surcoûts sont notamment liés à l'augmentation de kilomètres à vide ainsi qu'à des kilomètres supplémentaires réalisés. Les kilomètres supplémentaires réalisés par les camions ont fortement accru la consommation de gasoil, augmenté le nombre d'heures supplémentaires, généré des pénalités de livraison ainsi que, dans certains cas, engendrés des annulations de demande de service, cf. carte 2.

Carte 2. Surcoûts générés par l'ensemble des mouvements sociaux (% d'entreprises)

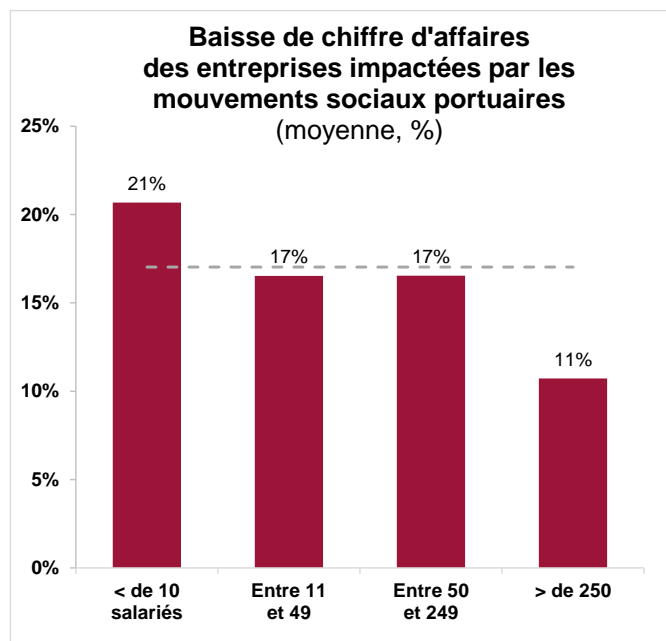
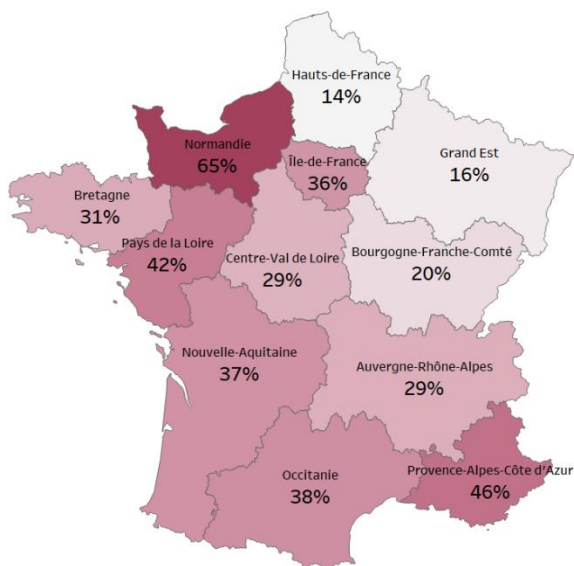


FOCUS SUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX PORTUAIRES

Parmi les entreprises ayant répondu au questionnaire, 261 entreprises ont été impactées par le mouvement social portuaire. En moyenne, ces entreprises ont perdu 12 jours d'activité ainsi que 17 % de leur chiffre d'affaires. Les 3 régions les plus touchées sont la Normandie (65 % des entreprises), la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (46 %) et les Pays de la Loire (42 %), cf. carte 3.

Le mouvement social portuaire a plus fortement impacté les petites entreprises de moins de 10 salariés. Elles ont perdu 21 % de chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année précédente, contre 11 % pour les entreprises de plus de 250 salariés.

Carte 3. % des entreprises impactées par les mouvements sociaux portuaires



FOCUS SUR LES ENTREPRISES AYANT UNE ACTIVITE MULTIMODALE RAIL-ROUTE

Les entreprises ayant une activité multimodale rail-route ont aussi été impactées par les mouvements sociaux, notamment en raison des importants blocages des trains conteneurs. En moyenne, ces entreprises ont perdu plus d'un quart (26 %) de leur chiffre d'affaires ainsi que 18 jours d'activité. Les surcoûts générés par cette situation ont touché plus fortement les petites entreprises qui ont vu leur chiffre d'affaires baisser de 30 % par rapport à l'année précédente.

Les chefs d'entreprises sont confrontés à plusieurs difficultés qui se sont répercutées sur leurs activités. Notamment, les transporteurs ne disposaient pas suffisamment d'informations précises à l'avance sur les mouvements sociaux. Cela a généré une impossibilité d'anticiper les blocages et trouver des solutions alternatives limitant les kilomètres et heures supplémentaires.

